

27 janvier 2007

Argentine et Oaxaca : apprendre de ces expériences de pointe

Vous rappelez-vous de l'Argentine il y a cinq ans quand l'unité dans la rue des couches pauvres et des couches moyennes sous les cris "Qu'ils s'en aillent tous!" délogeait les présidents de la république les uns à la suite des autres ? Vous rappelez-vous de l'été et de l'automne 2006 quand le peuple de la très pauvre province mexicaine d'Oaxaca, comptant un fort pourcentage d'aborigènes, dans le sillage de la grève majoritairement féminine des enseignantEs de la province, occupait et contrôlait la capitale y compris les radios et pour un temps la télévision ?

Certes, ces mouvements ont échoué ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas semé les germes d'une renaissance qu'on commence à apercevoir en Argentine et qui couve en Oaxaca. Ce qui est crucial pour que demain de tels soulèvements populaires aboutissent est d'en analyser les insuffisances pour les corriger. En Argentine n'ont pas été au rendez-vous la grande majorité de la classe ouvrière organisée apeurée par le chômage et une alternative politique divisée et rongée par le sectarisme auquel répondait l'autonomisme des exclus. En Oaxaca, tant les syndicats combattifs, pourtant mobilisés il y a peu de temps dans la lutte contre la privatisation de l'électricité, que l'immense mouvement animé par le candidat vaincu du PRD, le grand parti social-libéral du Mexique, contre le vol électoral par la coalition des partis néolibéraux, PAN et PRI, ont regardé presque sans bouger ces quasi six mois d'occupation conclue par une sauvage et sanglante répression.

Ces obstacles, avouons-le, sont forts difficiles à surmonter tellement est compréhensible la défense corporative de l'emploi dans la débandade de la crise économique, tellement est contradictoire la construction d'un parti de masse qui ne cède pas au social-libéralisme sous la pression illusoire d'apparaître raisonnable pour quelques gains immédiats et sans lendemain, tellement est instinctive la méfiance des pauvres envers les syndiqués "nantis" qui les laissent souvent tomber, tellement l'intériorisation de la concurrence pour la survie crée un terrain propice aux préjugés nationaux et sexistes contre les nations faibles et les femmes. La réponse est-elle de s'en remettre à des dirigeants forts qui, dotés de la rente pétrolière, vont non pas résoudre les contradictions mais les noyer dans le pétrole ?

Tant mieux si la rente pétrolière crée un espace économique et politique qui soulage la misère quotidienne et qui donne du temps à l'organisation tant sociale que politique de ceux et de celles d'en bas. Souvenons-nous, cependant, que pour vaincre le néolibéralisme guerrier, il n'y a pas substitut à une démocratie participative suffisamment consciente pour s'arracher à la domination impérialiste

et au pouvoir du capital financier et aux transnationales tant étrangères que nationales. Autrement, ces messieurs et quelques dames laissent passer la tempête puis reprennent le terrain perdu, sans compter que la rente pétrolière, malgré les apparences, n'est pas éternelle.

Marc Bonhomme

Argentine

Cinq ans après le soulèvement

Que reste-t-il de la radicalité, de l'auto-organisation et des espoirs de l'« Argentinazo » ? Plus qu'il ne paraît. Et, bien qu'avec quelque retard, des effets positifs ont touché le mouvement ouvrier et la gauche révolutionnaire.

Dans la nuit du 19 au 20 décembre 2001, pour la première fois en Argentine (mais non en Amérique latine, où l'exemple était venu d'Équateur), un mouvement populaire largement spontané renversait un président élu, le radical Fernando de la Rúa. Celui-ci avait voulu instaurer l'état de siège afin de contenir la contestation sociale croissante de ses mesures néolibérales brutales, prises dans le cadre d'une crise économique et financière sans précédent. Des dizaines de milliers d'habitants de Buenos Aires et de sa banlieue convergèrent alors vers le palais présidentiel pour exiger « qu'il s'en aille ». Au petit matin, après des affrontements de rue d'une rare violence - cette nuit et les jours suivants, la répression fit au total 39 morts et plus de 2000 blessés dont 200 graves -, c'était chose faite. De la Rúa s'était enfui en hélicoptère après avoir remis son mandat.

Sur l'essentiel, la politique du Parti radical, alors au pouvoir, avait été soutenue par le parti péroniste (l'autre grande formation politique traditionnelle), la quasi-totalité des députés et sénateurs et tous les gouverneurs des États. C'est pourquoi l'exigence victorieuse que le président s'en aille devint celle « qu'ils s'en aillent tous » (« que se vayan todos ») : tous les politiciens agents du néolibéralisme, leurs partis et, avec eux, le pouvoir judiciaire, les militaires et les policiers à leurs ordres, sans oublier la bureaucratie syndicale corrompue et complice. Les institutions étaient en crise ouverte, au point que cinq présidents de la République se succédèrent en dix jours. La société, dans son ensemble, entra en effervescence.

Le mouvement des piqueteros - les chômeurs dont la principale forme de lutte est le « piquet » (blocage) - gagna en massivité et ses manifestations devinrent quasi quotidiennes. Quelque 300 assemblées populaires s'organisèrent dans les quartiers, principalement de la capitale fédérale et du Grand Buenos Aires, devenant des structures non seulement de remise en cause du pouvoir établi mais, à un niveau embryonnaire, de contre-pouvoir. Le mouvement des entreprises « récupérées » et « sous gestion ouvrière », remises en marche par

les travailleurs sous leur contrôle après que les patrons ont plié bagage, connu une forte impulsion.

Reprise en main

Soutenu par toutes les fractions de la bourgeoisie, répondant au mouvement de masse avec un cocktail de concessions, répression et corruption/intégration, le chef du parti péroniste, Duhalde, finalement investi comme président intérimaire, parvint à tenir jusqu'à l'échéance de la nouvelle élection présidentielle, qui vit, en mai 2003, la victoire du péroniste « progressiste » Nestor Kirchner. Entre-temps, faute d'une perspective politique, la mobilisation s'était progressivement résorbée.

Le reflux avait mis en évidence les limites du mouvement de 2001-2002. La plus importante, difficilement surmontable, a été l'absence dans la lutte (à l'exception du secteur très minoritaire des entreprises récupérées) du mouvement ouvrier organisé en tant que tel, à partir de ses lieux de travail. Les salariés de l'industrie et des services étaient en effet paralysés par la crainte de perdre leur emploi dans un contexte, produit des défaites des années précédentes, d'« hyperchômage », de perte des droits et d'horaires de travail à rallonge.

Mais des facteurs directement politiques ont également joué de l'intérieur même du mouvement. L'un est le poids extrêmement négatif qu'avait acquis l'idéologie « autonomiste » inspirée des thèses de Toni Negri et John Holloway (« changer le monde sans prendre le pouvoir »). L'autre, les pratiques ultra-autoproclamatoires et sectaires de l'extrême gauche, principalement trotskyste, aussi forte en Argentine qu'elle y est divisée.

Depuis son élection, Kirchner a bénéficié d'une conjoncture économique plus favorable, avec des taux de croissance annuels avoisinant les 10 %. Moyennant certaines mesures limitées (face aux crimes de la dictature ou à la dette extérieure) et, surtout, beaucoup de démagogie, il a pu se donner l'apparence - trompeuse - de défenseur d'un modèle économique différent, plus indépendant que les gouvernements précédents. Au cours de l'année 2006, il a cependant été confronté à des difficultés croissantes, au point de paraître, parfois, perdre totalement le contrôle des événements. Le système de domination ne s'est en fait pas remis de l'ébranlement de la fin 2001. En haut, rien n'est venu remplacer le vieux bipartisme moribond - avec un Parti radical réduit en miettes et un parti péroniste fracturé en une somme de féodalités - tandis qu'en bas, le respect des institutions s'est définitivement perdu, la révolte couvant en permanence.

Du nouveau à gauche

En 2005, à la faveur de la réactivation économique, les grèves ont fait leur réapparition et plusieurs d'entre elles, auto-organisées et très combatives, menées en opposition aux bureaucraties syndicales, ont été victorieuses (dans le

métro de la capitale, par exemple). Ce nouveau dynamisme du mouvement ouvrier a eu une conséquence organisationnelle inédite, en permettant un début de regroupement national de l'opposition de gauche au sein des syndicats, dans le Mouvement intersyndical classiste (MIC). Parallèlement, la gauche révolutionnaire (en particulier trotskyste) a gagné des positions importantes dans le mouvement étudiant, où désormais elle dirige en particulier la Fédération universitaire de Buenos Aires.

Cette radicalité nouvelle - et davantage centrée sur le cœur du mouvement ouvrier - constitue, à n'en pas douter, un effet différé de décembre 2001. Mais ce n'est pas le seul. L'autre bonne nouvelle, alors même que l'autonomisme semble nettement refluer, victime de sa propre inanité, est qu'une brèche importante s'est ouverte dans le mur du sectarisme incapacitant qui caractérisait le trotskysme argentin. L'une de ses principales organisations, le Mouvement socialiste des travailleurs (MST), a engagé un processus de réflexion critique, sans renoncer (comme d'autres l'ont malheureusement fait) à combattre pour construire un parti enraciné dans la lutte de classe. Avec d'autres groupes de militants, provenant pour beaucoup de l'ancien PST-MAS, cette organisation a pris l'initiative d'un processus pour « le regroupement de la gauche révolutionnaire ». Les mêmes secteurs jouent un rôle moteur dans l'impulsion du MIC. Cinq ans après, c'est une autre raison de se réintéresser à la situation argentine.

Jean-Philippe Divès

Source : Rouge, 2007-01-26

Oaxaca : la commune réprimée

Héctor Marquéz

Il y a huit mois commençait à Oaxaca un des conflits socio-politiques les plus importants qu'ait connu le Mexique depuis plusieurs décennies. Retour sur une mobilisation populaire exemplaire, ainsi que sur la répression qui l'a suivie. Lorsque le 14 juin 2006 le gouverneur de l'Etat de Oaxaca Ulises Ruiz Ortiz, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), ordonne à la police d'aller déloger les enseignant(e)s en grève qui campent sur le Zocalo (la place centrale) de Oaxaca, capitale de l'Etat, il n'imagine sans doute pas qu'il va déclencher une crise sans précédent.

L'indignation générale provoquée par la brutalité de la police ainsi que la disproportion dans les moyens utilisés, entraînera une réponse conjointe des habitants et des enseignant(e)s qui, quelques heures plus tard affronteront la police et la feront battre en retraite. Le campement des enseignant(e)s sera

réinstallé pour plusieurs mois et deviendra un des lieux symbolique du mouvement.

La révolte des sans voix

C'est dans la foulée de l'action conjointe des enseignant(e)s de la section 22 du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), et de la population que sera formée l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO).

L'APPO regroupe environ 350 organisations très hétérogènes : organisations de femmes, culturelles, indigènes, paysannes, syndicales, de quartiers ou de petits commerçants. A ce moment là, elle se dote d'une direction provisoire, jusqu'à son congrès fondateur du 11 et 12 novembre.

La section 22 du SNTE devient vite un des piliers du mouvement, refusant ainsi la tutelle de sa direction nationale. Il faut garder à l'esprit que sous l'ère du PRI les syndicats Mexicains étaient plus des instruments de contrôle social des travailleurs que des outils de lutte indépendants.

La corruption importante des bureaucraties syndicales du pays reste un obstacle important à la construction d'un syndicalisme de classe et démocratique.

La figure d'Ulises symbolise tout ce que le peuple ne veut plus. Durant son mandat celui-ci s'est enrichi comme responsable des travaux publics en même temps qu'il enrichissait ses amis entrepreneurs. Nombre de ses projets rencontrèrent une opposition au sein de la population. Autoritaire et répressif, Ulises est un digne héritier du « Priisme » local : mépris pour les peuples natifs, leurs cultures et leurs histoires. Sa démission est devenue une revendication centrale du mouvement.

Les formes de la lutte...

Après la bataille du 14 juin, le rapport de force paraît favorable à l'APPO, et les enseignant(e)s poursuivent leur grève pour une revalorisation salariale.

Les formes visibles du pouvoir ont disparu. La police de l'Etat a déserté les rues et Ulises, de fait, ne gouverne plus. Pendant ce temps, l'APPO prend possession de la ville et dresse des barricades par centaines, jusqu'à 1500 selon certains observateurs. Les bâtiments officiels sont occupés, la majorité des banques et l'aéroport ne fonctionnent plus. Chaque quartier, chaque colonie voit naître son assemblée. On y règle les principaux aspects de la vie quotidienne et l'on y discute des transformations en profondeur dont Oaxaca a besoin, pour enfin sortir de la misère et de l'exploitation. Les barricades, gardées 24 heures sur 24, remplissent un rôle d'autodéfense. Si le « Priisme » semble avoir perdu pied, il ne s'avoue pas vaincu. Les policiers en civils, paramilitaires et hommes de main du gouverneur, tous très bien armés, mènent des attaques quotidiennes contre le peuple qui s'organise. Aux balles des tueurs, celui-ci répond courageusement

à l'aide d'armes de sa fabrication : cocktails molotov, frondes, ou bazookas artisanaux.

Les manifestations qui s'étendent sur plusieurs kilomètres (les megamarchas), ont aussi rythmées les mobilisations de l'APPO, démontrant son enracinement profond. Les gens viennent des quatre coins de l'Etat pour y prendre part, ce qui est une gageure quand on connaît les faibles moyens économiques des gens de la région, et la mauvaise qualité du transport (sauf pour les touristes).

Le mouvement s'approprie plus d'une dizaine de radios commerciales qui resteront entre ses mains plus ou moins longtemps. Elles deviennent alors la voix d'un peuple qui s'est tu pendant trop longtemps. Le rôle qu'elles joueront pour coordonner et organiser le mouvement est primordial, grâce à elles les gens auront accès à une information non trafiquée.

La plus célèbre d'entre-elle : « radio universidad » située au cœur de L'Université Autonome Benito Juárez de Oaxaca (UABJO), continuera à émettre après l'invasion de la Police fédérale préventive (PFP).

Le mouvement possédera même momentanément la chaîne de télévision de l'Etat. Alors qu'une manifestation de femmes s'y rendait pour y exiger un temps de parole, elles se virent obligées de se l'octroyer elles-mêmes. Par la même occasion elles mirent en fuite ceux qui le leur avaient refusé. L'expérience prit fin lorsqu'une fusillade rendit inutilisable les antennes.

Le 21 septembre une délégation importante de l'APPO se met en route pour Mexico. En 13 jours elle parcourt les 500 kilomètres qui la sépare de la capitale. Elle installe un important campement devant le Sénat. Cette action ainsi que la grève de la faim de 20 jours entamée par 17 enseignant(e)s membres de la section 22 du SNTE achèvent de placer la question de Oaxaca au cœur du pays.

...et de la répression

Pour le gouvernement fédéral, reconnaître qu' Ulises n'est plus en situation de gouverner impliquerait de le destituer. Il s'y refuse, et choisit l'escalade répressive en envoyant fin octobre, 5000 hommes de la PFP pour rétablir « l'état de droit ». L'entrée de la PFP dans Oaxaca mets l'APPO sur la défensive. En choisissant de ne pas affronter directement les forces fédérales elle évite un bain de sang. Elle laisse la PFP récupérer la plupart des lieux occupés jusqu'alors, y compris le Zocalo. Les radios, à l'exception de « radio universidad » sont toutes récupérées. Malgré la stratégie choisie, l'intervention se solde par au moins trois morts, des dizaines de blessés, des prisonniers et des disparus. Le soir de l'intervention, les grands medias nationaux annoncent la normalisation de la situation et félicitent le président. Loin des fantasmes médiatiques la situation est

toute autre. Le dimanche qui suit l'entrée de la PFP, trois manifestations réunissent 150 000 personnes.

Lorsque le 2 novembre au matin la PFP tente de s'emparer de « radio universidad » celle-ci lance sur ces ondes un appel à la mobilisation. Il est entendu par des milliers de personnes : voisins de l'UABJO, étudiants, qui viennent en masse défendre l'autonomie universitaire.

Après une bataille de sept heures, la PFP doit faire marche arrière. Le peuple, épuisé et les yeux rougis par les gaz lacrymogènes savourent sa victoire.

Il n'empêche, la ville subit depuis fin octobre une occupation militaire. Il devient dangereux de s'y déplacer et un couvre-feu est instauré de fait. D'une répression massive on passe à une répression sélective. Ce sont les leaders qui sont visés, la plupart doivent passer dans la clandestinité. Leurs maisons sont perquisitionnées, leurs familles menacées. La police a reçu l'ordre d'appliquer les « ordres d'appréhensions » édictés par le gouvernement fédéral. Les disparitions se multiplient, et les personnes qui réapparaissent ont toutes été torturées, les femmes ont subi des vexations sexuelles ou des viols. Les hélicoptères qui transportent les prisonniers survolent l'océan, en menaçant de les y jeter. La situation rappelle de plus en plus la guerre sale des années septante, quand le PRI tentait à tout prix d'endiguer la montée de la contestation.

Le 25 novembre une manifestation massive est à nouveau réprimée. La PFP fait plus de 200 prisonniers. Sur ordre du nouveau président Felipe Calderon du Parti d'action nationale (PAN), ceux-ci sont transférés dans des pénitenciers de l'Etat de Nayarit à plus de 1000 kilomètres. A cette distance, impossible pour les familles de rendre visite à leurs proches. A ce jour une majorité d'entre eux ont été libérés, grâce aux mobilisations de l'APPO et à la pression des défenseurs des droits humains tant sur le plan national qu'à l'échelle internationale. De lourdes charges pèsent contre eux et les personnes inculpées risquent d'importantes peines de prisons.

Et maintenant ?

Les principales revendications de l'APPO n'ont à ce jour pas réussi à s'imposer. Le 10 décembre une manifestation, qui réclamait la démission d'Ulises et la libération de tous les prisonniers politiques a réuni 15 000 personnes. Cela montre que malgré le climat de persécution et le quadrillage de la ville par les diverses forces de sécurité, le mouvement n'a pas perdu toutes ses bases de soutien. Par ailleurs, la première grande mobilisation de 2007 est annoncée pour le 27 janvier. Au-delà, et sans triomphalisme, les expériences autogestionnaires, certes d'une étendue limitée, faites par des centaines de milliers de personnes laisseront des traces profondes. La solidarité s'est manifestée de manière importante dans l'ensemble du pays, sans pour autant que la lutte contre un système qui génère exploitation et misère ne parvienne à s'étendre.

Avec cette lutte, le Mexique se met à l'unisson des pays latino-américains, dont les peuples toujours plus nombreux, relèvent la tête et se battent pour conquérir de nouveaux droits sociaux et démocratiques.

Source : Partido Revolucionario de los Trabajadores, Mexique